



RÉGION ACADÉMIQUE ÎLE-DE-FRANCE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

MARCHÉ PUBLIC

En application des dispositions du code de la commande publique en vigueur au moment de la publication de l'avis du présent marché

Région académique
Île-de-France
Service Régional des Achats

Cahier des clauses particulières

Procédure adaptée

OBJET DE LA CONSULTATION :

LE PRESENT MARCHE A POUR OBJET :

La fourniture, l'installation et la configuration d'un système complet audiovisuel pour le rectorat de l'académie de Créteil.

Numéro de référence du marché : MATERIELS _AUDIOVISUELS_CRETEIL

Sommaire

1.	Préambule	4
2.	Objet du marché.....	4
3.	Périmètre d'exécution du marché.....	4
4.	Forme et montant du marché.....	4
5.	Durée du marché.....	4
6.	Allotissement	5
7.	Documents contractuels	5
8.	Clauses sociales	5
8.1	Clause sociale de formation sous statut scolaire.....	5
8.2	Questionnaire relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes	7
9.	Clause(s) environnementale(s)	8
9.1	Communication du BEGES et plan de transition associé.....	8
10.	Description des prestations	8
11.	Obligations du titulaire et de la région académique d'Île-de-France	13
11.1	Obligations du titulaire	13
11.1.1	Obligations d'information.....	13
11.1.2	Obligations de résultat	13
11.1.3	Délai d'exécution	13
11.1.4	Obligation de confidentialité	13
11.2	Obligations de la région académique d'Île-de-France.....	13
12.	Pénalités	13
12.1	Pénalités pour non-respect de la clause sociale.....	14
12.2	Pénalités pour non-respect de la clause environnementale.....	14
12.2.1	Pénalités pour non communication du BEGES.....	14
12.3	Pénalités en cas de sous-traitance non déclarée.....	14
13.	Modalité de commande	15
14.	Livraison.....	15
15.	Prix et facturation	15
15.1	Forme du prix	15
15.2	Variation du prix	16
15.2.1	Mois d'établissement des prix	16
15.3	Modalités d'actualisation des prix	16
15.4	Modalités de révision des prix.....	16
15.5	Facturation	16
15.6	Modalités de règlement.....	16

15.7	Clause de sauvegarde	17
16.	Avance	17
16.1	Dispositions générales	17
16.2	Les accords-cadres à bons de commande	17
17.	Délais de paiement et intérêts moratoires	17
18.	Sous-traitance	18
19.	Opérations de vérifications	19
20.	Admission	19
21.	Documents à fournir pendant le marché	19
22.	Cession du marché	19
23.	Marchés de prestations similaires	19
24.	Clause de réexamen	20
25.	Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles	20
26.	Garanties	20
27.	Résiliation	20
27.1	Résiliation pour motifs d'intérêt général	20
27.2	Résiliation pour faute	20
27.3	Résiliation pour événements liés au marché	21
27.4	Résiliation de plein droit	21
28.	Exécution aux frais et risques du titulaire	21
29.	Différends et litiges	21
30.	Dérogations aux documents généraux	22

1. Préambule

La région académique d'Île-de-France comprend les académies de Paris, Créteil et Versailles.

Dans le cadre de la politique achat de la région académique d'Île-de-France, les trois académies franciliennes souhaitent procéder à une mutualisation de leurs besoins.

Désignation :

La région académique d'Île-de-France est désignée en qualité de représentant du pouvoir adjudicateur ;

La société retenue est désignée dans le présent CCP sous l'appellation « titulaire » ;

Le service régional des achats de la région académique d'Île-de-France est désigné dans le présent CCP sous l'appellation « SRA » ;

L'académie de Créteil est désignée dans le présent CCP sous l'appellation « bénéficiaire ».

2. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la fourniture et l'installation d'un système complet d'audiovisuel pour la salle de réunion Samuel PATY du rectorat de l'académie de Créteil.

3. Périmètre d'exécution du marché

Le lieu d'exécution du présent marché est le rectorat de l'académie de Créteil situé au 21 rue Julie-Victoire Daubié, 94000 Créteil.

4. Forme et montant du marché

Le présent marché est un accord-cadre au sens de l'article L2125-1 1° du code de la commande publique.

Le présent accord-cadre sera exécuté par l'émission de bons de commande.

L'accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de 138 000€ HT pour sa durée totale.

5. Durée du marché

Le présent marché est conclu à compter de sa notification pour une période de 12 mois. Il est ensuite reconductible 1 fois un an, par reconduction tacite. La durée totale du marché ne pourra excéder 24 mois. Le titulaire ne peut refuser la reconduction du marché.

La région académique d'Île-de-France se réserve le droit de notifier au titulaire sa décision de ne pas reconduire le marché par toute forme qui permette d'attester de la date et de l'heure de sa réception.

La non-reconduction du marché n'ouvre droit au profit du titulaire à aucune indemnité ni à aucun dédommagement. Le titulaire reste par ailleurs engagé jusqu'à la fin de l'exécution de la période en cours et au-delà, pour les obligations afférentes à la confidentialité.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre et pourront produire leurs effets pour une durée de six (6) mois au-delà de cette échéance.

6. Allotissement

Le présent marché n'est pas alloti.

7. Documents contractuels

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement du marché (ATTRI1) ;
- L'annexe financière à l'acte d'engagement (AF) ;
- Le présent Cahier des clauses particulières (CCP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le cadre de réponse remis par le titulaire au moment du dépôt de son offre ;
- En cas de sous-traitance, les actes spéciaux de sous-traitance dont les exemplaires originaux conservés dans les archives de la région académique d'Île-de-France font seules foi.

Le CCAG-FCS est réputé parfaitement connu des parties.

Le CCAG-FCS est consultable [ici](#).

Portée des pièces du marché :

Le présent marché constitué des documents contractuels définis ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations des parties.

Toutes clauses formulées dans les conditions générales de vente du titulaire contraires aux dispositions du marché ne sont pas opposables au service régional des achats de la région académique d'Île-de-France (SRA).

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché sans accord préalable et express du service régional des achats de la région académique d'Île-de-France.

8. Clauses sociales

8.1 Clause sociale de formation sous statut scolaire

Le titulaire s'engage à réaliser une action de formation d'un ou plusieurs élèves de 16 à 25 ans suivi(s) par un référent de l'Éducation nationale :

- soit en situation de décrochage scolaire (article L.122-2 du code de l'éducation) ;
- soit soumis à l'obligation de formation (article L.114-1 et R.114-1 du code de l'éducation)

En cas de réalisation du stage en dehors du territoire national, cette action bénéficie :

- soit à un élève à besoins spécifiques inscrit dans un établissement scolaire français et suivi par un référent de l'Éducation nationale (articles L.124-19 et L.124-20 du code de l'éducation) ;

- soit à un élève à besoins spécifiques inscrit dans un établissement scolaire étranger et suivi par tout dispositif équivalent, impliquant des personnels éducatifs.

En tant que condition d'exécution du présent marché prenant en compte des considérations sociales, en application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, la clause sociale de formation sous statut scolaire doit être liée à l'objet du marché. Les activités proposées par le titulaire dans la « fiche entreprise » doivent impérativement respecter cette exigence.

Le volume horaire minimal exigé est de **150 heures** à réaliser pendant la période ferme du marché ou sur une période de reconduction. Néanmoins, le titulaire peut dépasser le volume horaire s'il le souhaite.

A l'initiative de l'acteur de l'Éducation nationale, le nombre d'heures de clause sociale de formation sous statut scolaire prévu au présent marché peut être divisé pour donner lieu à plusieurs stages au bénéfice de plusieurs élèves à besoins spécifiques.

Encadrement de l'élève :

Dans le cadre de la clause sociale de formation sous statut scolaire, l'élève bénéficiaire est sous statut scolaire. Une convention de stage tripartite est conclue entre l'entreprise, la Mission de lutte contre le décrochage scolaire (MLDS) ou l'établissement scolaire de rattachement et l'élève (ou son représentant légal).

Le titulaire du marché reçoit l'élève dans ses locaux, et désigne à cet effet un « référent entreprise » qui accompagne l'élève dans les tâches qui lui sont confiées. Le titulaire désigne un responsable des ressources humaines (RRH), qui est l'interlocuteur privilégié du représentant du pouvoir adjudicateur.

L'élève est aussi accompagné par un « référent de l'Éducation nationale » (enseignants, CPE, référent décrochage scolaire, intervenant SRE, coordonnateur de dispositif relais). Si le jeune bénéficiaire est accompagné par la MLDS, c'est un tuteur pédagogique qui est désigné.

Le référent entreprise et le référent de l'Éducation nationale/tuteur pédagogique sont en relation directe.

Dans les conditions de l'article L. 124-6 du code de l'éducation, une gratification doit être versée au stagiaire (<https://www.service-public.fr/simulateur/calcul/gratification-stagiaire>).

À tout moment, le titulaire peut aller au-delà des objectifs fixés par le marché.

Étapes de mise en œuvre du stage :

Lors de la réunion de lancement du marché, la clause sociale de formation sous statut scolaire est abordée (confirmation des contacts inscrits dans la « Fiche entreprise », rappel des spécificités du public concerné, adaptabilité des missions, etc.).

Une réunion spécifique à la mise en œuvre de la clause sociale est organisée, à l'initiative du référent de l'Éducation nationale/tuteur pédagogique, dès qu'un élève est présenté au titulaire. La présence du référent entreprise est obligatoire et celle du responsable des ressources humaines souhaitable. A cette occasion, la « fiche entreprise » - qui a une fonction de dialogue – peut être modifiée en fonction de l'élève proposé par le référent de l'Éducation nationale. La nouvelle « fiche entreprise » finalisée est alors transmise au représentant du pouvoir adjudicateur par le titulaire.

Le titulaire transmet également au représentant du pouvoir adjudicateur la convention de stage tripartite signée.

S'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement, le titulaire doit informer le représentant du pouvoir adjudicateur et le référent de l'Éducation nationale/tuteur pédagogique. Dans ce cas, l'académie et le référent de l'Éducation nationale/tuteur pédagogique étudient en concertation avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir à la réalisation des objectifs fixés.

En application de l'article L.2194-1 1° du code de la commande publique, les conditions de mise en œuvre de la clause sociale de formation sous statut scolaire pourront être revues par les parties au contrat. Les nouvelles modalités sont décidées conjointement par l'entreprise et le référent de l'Éducation nationale, puis validées par le représentant du pouvoir adjudicateur. Ces adaptations doivent être prises en compte dans la convention de stage, par avenant le cas échéant (article D. 124-4 du code de l'éducation).

S'il le souhaite, le titulaire peut prolonger la période en entreprise, en accord avec le bénéficiaire de la clause sociale et du référent de l'Éducation nationale/tuteur pédagogique. Toutefois la durée totale du stage ne peut excéder six (6) mois.

A l'issue du stage, le référent entreprise et le référent de l'Éducation nationale/tuteur pédagogique rédigent un bilan croisé faisant état du résultat de la clause sociale de formation sous statut scolaire et attestant de sa bonne exécution par le Titulaire. Ce bilan est transmis au représentant du pouvoir adjudicateur, accompagné de l'attestation de présence de l'élève bénéficiaire précisant le nombre d'heures de stage réalisées.

L'élève bénéficiaire peut intégrer un parcours de formation diplômant (reprise de scolarité) ou accéder à l'emploi (insertion professionnelle). Le titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités de formation ou d'embauche pérenne de l'élève bénéficiaire.

Contrôle et évaluation de l'action de formation :

Pendant et à l'issue du stage, le titulaire s'engage à faciliter les contacts des partenaires de l'opération avec l'élève bénéficiaire, et à transmettre au représentant du pouvoir adjudicateur et au référent de l'Éducation nationale les documents nécessaires à l'évaluation du dispositif.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le titulaire répond à toute demande du représentant du pouvoir adjudicateur ou du référent de l'Éducation nationale relative à l'état d'avancement de la mise en œuvre de la clause sociale.

Pour rappel, le titulaire est tenu de transmettre en cours d'exécution au représentant du pouvoir adjudicateur :

- La « fiche entreprise » modifiée, le cas échéant ;
- La convention de stage tripartite ;
- L'attestation de présence de l'élève bénéficiaire précisant le nombre d'heures de stage réalisées ;
- Le bilan croisé.

Si l'Éducation nationale n'a pas présenté d'élève au titulaire, ce dernier doit en informer le représentant du pouvoir adjudicateur au terme de la période ferme ou de reconduction du marché. Aucune pénalité pour inexécution des heures de formation prévues par le marché ne pourra être infligée au titulaire pour ce motif.

En cas de demande du représentant du pouvoir adjudicateur, toute transmission de document lié à la clause sociale de formation est réalisée dans les dix (10) jours ouvrés à compter de la réception de la demande

8.2 Questionnaire relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes

Le Ministère est détenteur des labels « Égalité professionnelle » et « Diversité » délivrés par l'AFNOR. A ce titre, le Ministère sensibilise ses fournisseurs à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, et les inciter à s'engager dans la démarche de labellisation.

Le titulaire est invité à répondre au questionnaire Egalité Professionnelle Femmes/Hommes avant la fin de l'année civile au cours de laquelle le marché lui a été notifié. Ce questionnaire est disponible à l'adresse suivante :

<https://enq-scolarite.adc.education.fr/SurveyServer/s/bboyer/EgaliteProFH2/questionnaire.htm>

9. Clause(s) environnementale(s)

9.1 Communication du BEGES et plan de transition associé

En application de la circulaire n° 6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'État, il est exigé des titulaires soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement, de communiquer au représentant du pouvoir adjudicateur leur BEGES et le plan de transition associé dans un délai maximum de six (6) mois après notification du marché. Le BEGES doit couvrir toute la durée d'exécution du marché.

Si le BEGES communiqué après notification du marché arrive à échéance durant l'exécution du marché, un nouveau BEGES (et le plan de transition associé) est transmis par le titulaire au représentant du pouvoir adjudicateur, au plus tard six (6) mois après la date d'expiration du BEGES initial.

La communication du BEGES doit impérativement être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; toutefois, les titulaires soumis aux obligations de déclaration extra-financière peuvent communiquer leur plan via leur rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce ; ils indiquent au représentant du pouvoir adjudicateur le lien internet permettant l'accès à ce document.

Cette clause est applicable uniquement pour les entreprises employant 500 salariés ou plus.

10. Description des prestations

10.1 Objet des prestations

Les stipulations du présent CCP concernent la fourniture, l'installation, la configuration, la mise en service et la formation relatives à des équipements audiovisuels destinés à la salle de réunion Samuel PATY.

La salle est équipée d'une cloison mobile (cf. plan en annexe 1) permettant une exploitation :

- soit en deux demi-salles indépendantes,
- soit en une grande salle unique.

Le titulaire devra impérativement intégrer ces deux configurations d'exploitation dans la conception, la fourniture, l'installation, la configuration et le pilotage des équipements, de manière fluide, fiable et fonctionnelle.

10.2 Mission 1 – Études techniques et plans d'exécution

10.2.1 Dispositions générales

Préalablement à toute commande de matériel, livraison, installation ou intervention sur site, le titulaire devra réaliser et transmettre au pouvoir adjudicateur l'ensemble des études techniques préalables décrites ci-après.

Aucun démarrage des prestations ne pourra intervenir sans validation écrite préalable de ces livrables par le pouvoir adjudicateur.

L'études et le plan devront être transmis dans un délai maximal de sept (7) jours ouvrés à compter de l'envoi du bon de commande par le bénéficiaire.

10.2.2 Étude acoustique

Le titulaire devra réaliser une étude acoustique complète des locaux concernés, prenant notamment en compte :

- les volumes, matériaux, revêtements et caractéristiques architecturales existants ;
- les usages prévus (réunions, visioconférences, prises de parole multiples) ;
- les deux configurations de la salle (demi-salles et grande salle).

L'étude acoustique devra comporter à minima :

- une analyse de l'existant (temps de réverbération, intelligibilité de la parole, nuisances sonores internes et externes) ;
- des préconisations techniques permettant d'atteindre un niveau de confort acoustique compatible avec un usage de salle de réunion et de visioconférence ;
- la justification des choix d'implantation des haut-parleurs, microphones et éventuels traitements acoustiques ;
- l'analyse des risques de larsen et les solutions techniques mises en œuvre pour les prévenir.
- L'étude devra être suffisamment détaillée pour sécuriser les choix techniques et garantir les performances attendues du système audiovisuel.

10.2.3 Plans des courants forts et courants faibles

Le titulaire devra établir et transmettre des plans d'exécution détaillés, comprenant :

a) Courants forts

- l'implantation des équipements alimentés électriquement ;
- les cheminements des câbles d'alimentation ;
- les points de raccordement aux installations existantes ;
- les puissances nécessaires et les dispositifs de protection associés.

b) Courants faibles

- les schémas et plans de câblage audiovisuel, informatique et de pilotage ;
- l'implantation des prises, boîtiers muraux, baies et racks ;
- l'identification des types de câbles, connectiques et interfaces ;
- les liaisons entre équipements pour les configurations demi-salle et grande salle.

Les plans devront être cohérents avec l'étude acoustique, les équipements proposés et les contraintes du site.

10.2.4 Défaut de remise

En cas de non-remise des livrables dans les délais impartis, le titulaire encourt les pénalités prévues dans l'article 12.4 du présent CCP.

Dans le cas où ce défaut de remise entraînerait un retard quant au délai d'installation souhaité par le bénéficiaire, le titulaire encourt les pénalités prévues au sein de l'article 12.6 du présent CCP.

10.3 Mission 2 – Fourniture des équipements audiovisuels

10.3.1 Principes généraux

Les équipements fournis devront permettre un fonctionnement optimal, fiable et homogène dans chacune des configurations de la salle.

Ils devront être :

- compatibles entre eux ;
- interopérables ;
- conformes aux normes en vigueur et aux préconisations des fabricants ;
- faciles d'utilisation ;
- adaptés à un usage intensif en environnement institutionnel.

10.3.2 Configuration « demi-salle »

Chaque demi-salle, d'une capacité d'environ 24 personnes, devra pouvoir fonctionner de manière totalement indépendante.

a) Projection et affichage

Chaque demi-salle sera équipée à minima de :

- 1 vidéoprojecteur à ultra-courte focale, disposant d'entrées HDMI et/ou DisplayPort ;
- une puissance lumineuse et un format de projection adaptés aux conditions du site, définis lors de la visite obligatoire de chantier ;
- 1 écran de projection motorisé, dimensionné en cohérence avec l'usage et les contraintes techniques ;
- 4 écrans de retour, configurés en duplication de l'image projetée, d'une diagonale minimale de 55 pouces.

Les écrans devront être installés sur des supports compatibles avec les deux configurations de salle.

b) Sonorisation et audio

Chaque demi-salle sera équipée :

- d'une baie ou d'un rack de sonorisation d'une capacité minimale de 18U ;
- d'un système de sonorisation intégré comprenant à minima :
 - 2 microphones filaires ;
 - 2 microphones HF multi-usages ;
 - 1 enregistreur/lecteur numérique rackable ;
 - la diffusion du son des visioconférences.

c) Système de conférence

Chaque demi-salle sera équipée d'un système de microphones de conférence sans fil pour 24 participants, comprenant :

- des microphones col de cygne ;
- un rack de recharge ;
- un bouton de prise de parole par poste ;
- la gestion des rôles participant et président ;
- un dispositif de suppression automatique du larsen ;
- une unité de contrôle avec fonction d'enregistrement.

d) Visioconférence

Chaque demi-salle sera équipée d'un système de visioconférence interopérable (type AVer ou équivalent), compatible avec les solutions institutionnelles et collaboratives usuelles notamment Webex, visio-agent, visio edu, et solutions équivalentes.

La solution devra reposer sur une architecture ouverte et non propriétaire, garantissant :

- l'évolutivité ;
- l'interopérabilité ;
- l'absence de dépendance à un éditeur unique.

e) Pilotage et connectique

- Un système de pilotage comprenant à minima :
- un clavier mural permettant la mise en marche/arrêt des équipements et la sélection des sources ;
- un boîtier mural de connexion audio et vidéo.

La programmation et la mise en service relèvent intégralement de la responsabilité du titulaire.

10.3.3 Configuration « grande salle »

La configuration grande salle, issue de la réunion des deux demi-salles, permettra l'accueil d'environ 50 personnes.

L'ensemble des équipements installés dans chaque demi-salle devra être exploitable en configuration grande salle, avec :

- une projection assurée par un vidéoprojecteur unique ou deux vidéoprojecteurs couplés ;
- un retour d'image sur l'ensemble des écrans installés (8 écrans).

Le mode de bascule entre les configurations devra être simple, fiable et clairement identifié dans les scénarios de pilotage.

10.4 Mission 3 – Installation, configuration et mise en service

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat.

Il assurera :

- la livraison ;
- l'installation complète ;
- le raccordement ;
- la configuration ;
- les essais ;
- la mise en service opérationnelle des équipements.

Le titulaire devra s'assurer au préalable que l'ensemble des matériels soient livrés afin d'être disponibles le jour de l'installation.

Les travaux d'installation devront être conformes aux normes, D.T.U., avis technique et toutes règles de construction en vigueur au moment de la remise de l'offre.

Les entreprises sont donc réputées avoir connaissance de toutes les conditions pouvant en quelques manières que ce soit avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser.

Le titulaire est également tenu d'apporter tous les outils et équipements nécessaires permettant la réalisation de la prestation d'installation, aucun équipement ne sera fourni par le rectorat. Toutes les mesures de sécurités devront être prises par le titulaire.

Les interventions devront avoir lieu pendant les congés de printemps 2026 (20 avril au 1er mai 2026).

En accord avec le bénéficiaire, le titulaire devra communiquer les jours d'installation prévus.

Hors accord du bénéficiaire, en cas de dépassement de ce délai de la part du titulaire, ce dernier encourt des pénalités prévues au sein de l'article 12.6 du présent CCP mais pourra être également amené à devoir réaliser ses prestations de nuit ou en week-end afin de pallier à son retard et tenir le délai ci-dessus.

10.5 Mission 4 – Formation et documentation

Avant la réception, le titulaire remettra :

- une documentation technique complète ;
- les schémas de principe et de câblage ;
- les paramétrages réalisés ;
- les références exactes des équipements installés.

Le titulaire assurera également une formation des utilisateurs et/ou administrateurs, portant notamment sur :

- l'exploitation des équipements ;
- le pilotage des configurations ;
- les premières opérations de diagnostic.

11. Obligations du titulaire et de la région académique d'Île-de-France

11.1 Obligations du titulaire

11.1.1 Obligations d'information

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à la région académique d'Île-de-France. En cas de manquement, la région académique d'Île-de-France ne saurait être tenue pour responsable des conséquences pouvant en découler, notamment des retards de paiement.

11.1.2 Obligations de résultat

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat au titre de l'ensemble des prestations prévues dans le cadre du présent marché.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le présent accord-cadre.

11.1.3 Délai d'exécution

Les prestations d'installation et de configuration des matériels devront avoir lieu pendant les congés de printemps 2026 (20 avril au 1er mai 2026).

11.1.4 Obligation de confidentialité

Dans les conditions prévues à l'article 5 du CCAG-FCS, chacune des parties s'engage à ce que les informations divulguées dans le cadre de l'exécution des prestations soient conservées de manière strictement confidentielle et ne soient en aucune manière diffusées à des tiers. Cette obligation de confidentialité est illimitée dans le temps.

11.2 Obligations de la région académique d'Île-de-France

La région académique d'Île-de-France s'engage à assurer la confidentialité des méthodes et du savoir-faire que le titulaire met en œuvre pour la réalisation des prestations qui lui sont confiées.

12. Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant des pénalités de retard ne pourra excéder plus de vingt pour cent (20 %) du montant total hors taxes du marché ou du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas mille euros (1000 €) HT pour l'ensemble du marché.

Les pénalités s'appliquent dès le premier euro.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, lorsque le représentant du pouvoir adjudicateur envisage d'appliquer des pénalités, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de sept (7) jours. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées.

Le titulaire dispose d'un délai de sept (7) jours pour contester par voie électronique les pénalités auprès du SRA : sra@region-academique-idf.fr.

En l'absence de justifications exonérant le titulaire, le représentant du pouvoir adjudicateur applique les pénalités.

12.1 Pénalités pour non-respect de la clause sociale

Le titulaire encourt sans mise en demeure préalable dans le cadre de l'application de la clause sociale de formation sous statut scolaire prévue à l'article 8.1 du CCP les pénalités suivantes :

- Cinq cents euros (500 €) si l'interlocuteur désigné par le titulaire dans la « fiche entreprise » pour appliquer la clause sociale est absent lors de la réunion spécifique à la mise en œuvre de la clause sociale ;
- Cinquante (50 €) par jour ouvré de retard en cas de non transmission des justificatifs, attestations ou bilans demandés par le représentant du pouvoir adjudicateur ou la MLDS dans le cadre de l'évaluation du dispositif social mis en œuvre par le titulaire ;
- une pénalité égale au nombre d'heures prévues par le marché et non réalisées, multiplié par 4 et multiplié par le plafond horaire de la sécurité sociale brut en cas de non-respect des obligations relatives au volume horaire minimum exigé dans le CCP.

Dans le cas où la clause sociale serait impossible à mettre en œuvre notamment en raison de l'absence de bénéficiaire, aucune pénalité ne sera appliquée au titulaire.

12.2 Pénalités pour non-respect de la clause environnementale

12.2.1 Pénalités pour non communication du BEGES

Le titulaire encourt, dans le cadre de l'application de la clause environnementale relative à la communication du BEGES prévue à l'article 9.1 du présent CCP une pénalité forfaitaire d'un montant de cinq cents euros (500€) en cas de non communication du BEGES.

12.3 Pénalités en cas de sous-traitance non déclarée

Toute sous-traitance doit être déclarée et acceptée par l'acheteur avant le début des prestations concernées.

En cas de recours à un sous-traitant non déclaré ou non agréé, le titulaire encourt une pénalité de 150 € HT par jour d'intervention du sous-traitant, à compter du début de son exécution.

Cette pénalité s'applique sans préjudice du refus de paiement direct au sous-traitant, et des autres sanctions prévues au marché, y compris une éventuelle résiliation.

12.4 Pénalités pour retard dans la remise des études préalables

En cas de non-remise, de remise partielle ou de remise hors délai des études préalables obligatoires (étude acoustique et plans des courants forts et faibles), dans le délai de 7 jours ouvrés à compter de l'envoi du bon de commande, il sera appliqué une pénalité de 150 € HT par jour calendaire de retard, par livrable manquant ou incomplet.

Aucun démarrage des prestations ne sera autorisé tant que les études n'auront pas été validées.

Les pénalités s'appliqueront jusqu'à la remise complète des documents conformes aux exigences du marché.

12.5 Pénalités pour non-conformité des études ou documents

En cas de remise de documents incomplets, non conformes aux exigences du CCP ou ne permettant pas de pouvoir réaliser les travaux de seconds œuvres, il pourra être appliqué une pénalité forfaitaire de 100 € HT par document non conforme, indépendamment des pénalités de retard éventuellement applicables.

12.6 Pénalités pour retard d'exécution des prestations d'installation

En cas de dépassement du délai d'exécution, hors accord du bénéficiaire, prévu dans l'article 11.1.3, il sera appliqué une pénalité de 300 € HT par jour calendaire de retard.

Ces pénalités s'appliquent jusqu'à la constatation formelle de l'achèvement des prestations concernées.

13. Modalité de commande

Il est précisé sur chaque bon de commande les renseignements suivants :

- le numéro de l'EJ ;
- la référence du marché ;
- la désignation détaillée des prestations demandées en référence à l'annexe financière ;
- le délai de mise en œuvre de la prestation ;
- le contact du service facturier du titulaire ;
- la date d'émission du bon de commande ;
- le montant H.T. et T.T.C. de chaque prestation

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS, l'absence de réserve émise par le titulaire dans les deux (2) jours suivant la réception du bon de commande concerné vaut acceptation sans réserve des conditions qui y sont mentionnées.

14. Livraison

Les modalités de livraison sont les suivantes :

Par dérogation à l'article 21.4 du CCAG-FCS, les frais supplémentaires de livraison engendrés par quelque difficulté sont à la charge du titulaire.

Le titulaire doit prévoir tous les matériels nécessaires pour réaliser la livraison des matériels ainsi que leur installation dans la salle de réunion S. PATY. Aucune manutention ne sera réalisée par le bénéficiaire et aucun coût supplémentaire ne sera supporté afin de pallier à une défaillance du titulaire quant à la livraison totale des équipements.

Afin de réaliser la livraison des matériels audiovisuels dans les meilleures conditions, le titulaire devra impérativement prendre rendez-vous avec le rectorat de Créteil afin un jour et un créneau de livraison. Aucune livraison en dehors de la date et l'horaire validé par le bénéficiaire ne pourra être acceptée.

15. Prix et facturation

15.1 Forme du prix

Le présent marché est conclu à prix unitaires.

L'unité monétaire utilisée est l'euro.

Tous les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales et autres, ainsi que l'ensemble des moyens (salaires et charges sociales afférents au personnel employé pour l'exécution des prestations, frais de gestion générale, etc.) nécessaires à la réalisation des prestations décrites dans les documents contractuels régissant le présent marché.

15.2 Variation du prix

Le besoin du présent marché concerne la fourniture et l'installation ponctuelle de matériels audiovisuels pour la salle Samuel PATY, de par le caractère ponctuel du besoin, les prix sont fermes durant la durée totale du marché et ne seront soumis à aucune variation de prix.

15.2.1 Mois d'établissement des prix

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du **mois zéro** (M0). Le mois M0 correspond au mois de la date limite de remise des offres.

15.3 Modalités d'actualisation des prix

(Sans objet)

15.4 Modalités de révision des prix

Aucune révision de prix ne sera prévue dans le cadre de ce marché.

15.5 Facturation

La facturation devra s'effectuer obligatoirement via le portail Chorus Pro (portail de dématérialisation).

Pour accéder au portail : <https://chorus-pro.gouv.fr>

La région académique d'Île-de-France se libère des sommes dues en exécution du présent marché, en faisant porter le montant dû au crédit du compte bancaire ouvert au nom du titulaire.

En cas de changement de raison sociale ou de RIB, le titulaire est tenu d'en informer expressément le SRA et de fournir les documents afférents à ces modifications (extrait des annonces légales, nouveau K-Bis et RIB).

15.6 Modalités de règlement

Le règlement des prestations s'effectue après vérification du service fait, sur présentation d'une facture déposée sur Chorus Pro correspondant aux prestations exécutées. Cette facture au nom de l'académie concernée devra comporter :

- le numéro d'EJ ;
- le nom du personnel bénéficiaire.

L'admission (ou validation) des prestations donne lieu à son règlement dans les trente (30) jours à compter de la date de réception de la facture, sous réserve des conditions suivantes :

- prestations reconnues conformes en tous points aux engagements ;
- aucune erreur ou anomalie relevée lors de la vérification de la facture.

Les montants des factures sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'exécution des prestations.

15.7 Clause de sauvegarde

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché lorsque la révision du prix conduit à une augmentation supérieure à cinq pour cent (5%) par an.

Le représentant du pouvoir adjudicateur a aussi la possibilité dans ce cas de négocier avec le titulaire afin de trouver un accord commun. En cas de désaccord, le représentant du pouvoir adjudicateur ou le titulaire sont en mesure de demander la résiliation du marché.

En cas de résiliation, celle-ci interviendra huit (8) mois à compter de la notification de la décision ou de la demande du titulaire sous réserve de l'acceptation du représentant du pouvoir adjudicateur.

16. Avance

16.1 Dispositions générales

L'acheteur accorde une avance au titulaire d'un marché lorsque le montant initial du marché est supérieur à cinquante-mille euros (50 000 €) HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux (2) mois, conformément à l'article R2191-3 du code de la commande publique.

Le titulaire du marché peut refuser le versement de l'avance.

Les modalités de calcul du montant de l'avance sont fixées aux articles R2191-6 à R2191-10 du code de la commande publique.

Les modalités de remboursement de l'avance sont fixées à l'article R2191-11 du code de la commande publique.

16.2 Les accords-cadres à bons de commande

Le montant de l'avance est fixé, pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à cinquante-mille euros (50 000€ HT) et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois, à cinq pour cent (5%) du montant du bon de commande.

L'avance est versée dans le mois qui suit la notification du bon de commande de manière automatique sans que le titulaire du marché n'ait de démarches préalables à effectuer.

Le remboursement de l'avance doit être terminé quand le montant des prestations exécutées atteint quatre-vingts pour cent (80 %) du montant TTC des prestations du marché.

Le remboursement s'effectuera sur chaque demande d'acompte par prélèvement sur les sommes dues au(x) titulaire(s).

17. Délais de paiement et intérêts moratoires

Le règlement sera effectué par virement administratif dans un délai de trente (30) jours, conformément à l'article R2192-10 du code de la commande publique, au compte ouvert au nom du titulaire indiqué à l'acte d'engagement.

Le point de départ de ce délai est la date de réception de la facture. Le décompte du délai se fait à partir de la réception de la facture (avec preuve de dépôt). Le point de départ du délai est la date d'exécution des prestations ou de réception du produit lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la facture.

Les conditions de mise en œuvre du délai maximum de paiement sont celles énoncées par les articles R2192-12 à R2192-36 du code de la commande publique.

Si le délai de paiement de trente (30) jours susmentionnés n'est pas respecté, des intérêts moratoires sont dus de plein droit au titulaire. Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global de paiement jusqu'à la date de mise en paiement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage conformément à l'article R2192-31 du code de la commande publique

Le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de quarante (40 €) euros conformément à l'article D2192-35 du code de la commande publique.

Ce délai peut être suspendu dans les conditions décrites aux articles R2192-27 à R2192-30 du code de la commande publique.

Dispositions relatives à la co-traitance :

- En cas de groupement solidaire le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement.

Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter au représentant du pouvoir adjudicateur la demande de paiement. Le mandataire est seul habilité à formuler ou à transmettre les réclamations de membre du groupement. Les autres dispositions relatives à la co-traitance s'appliquent selon le CCAG-FCS.

18. Sous-traitance

Le titulaire peut confier l'exécution d'une partie des prestations du marché à un ou plusieurs sous-traitants, à condition d'avoir obtenu du représentant du pouvoir adjudicateur, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de leurs conditions de paiement fixées par les articles R. 2193-1 à R. 2193-16 du code de la commande publique.

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure responsable de l'exécution de toutes les obligations du marché.

Aux fins d'acceptation du sous-traitant :

- soit, lorsque la déclaration de la sous-traitance a lieu avant le début d'exécution des prestations, le titulaire transmet dans son offre une déclaration de sous-traitance ou le formulaire DC4 complété ;
- soit, en cours d'exécution du marché, le titulaire adresse au représentant du pouvoir adjudicateur une déclaration de sous-traitance ou le formulaire DC4 complété, par tout moyen permettant d'accuser sa bonne réception.

Quel que soit le moment de la déclaration de sous-traitance, celle-ci doit contenir l'ensemble des renseignements figurant à l'article R. 2193-1 du code de la commande publique, à savoir :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance ;
- les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie.

L'ensemble de ces informations est constitué par la fourniture :

- de la déclaration de sous-traitance complétée ([formulaire DC4](https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat))
<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>);
Ou [ATTRI 2](#)
- du numéro SIREN et d'un RIB de l'entreprise.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont constatées par un acte spécial signé par le titulaire et par le représentant du pouvoir adjudicateur dans les conditions prévues par l'article 3.6. « Sous-traitance » du CCAG-FCS.

19. Opérations de vérifications

Les opérations de vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées conformément aux dispositions de l'article 27.1 sans qu'il soit dérogé aux articles 27.2 et 27.3 lorsqu'ils sont applicables et 28.1 du CCAG-FCS.

20. Admission

Il est fait application des dispositions de l'article 30 du CCAG-FCS.

21. Documents à fournir pendant le marché

Concernant les assurances, il appartient au titulaire de contracter toute police d'assurance nécessaire à la couverture des risques encourus dont il a apprécié la portée du fait du marché.

Il doit produire, à toute demande du représentant du pouvoir adjudicateur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie. Si cette attestation ne couvre pas la durée du marché, le titulaire s'engage à produire la ou les attestation(s) nécessaire(s) à la couverture de la durée totale du marché.

Les franchises souscrites par le titulaire restent à sa charge exclusive.

Le titulaire produit à la demande du représentant du pouvoir adjudicateur à compter de la date de signature du marché par le représentant du pouvoir adjudicateur et jusqu'à la fin d'exécution de celui-ci, les documents prévus aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8254-4 du Code du travail. En cas d'inexactitude des documents et renseignements ou de refus de produire ces pièces, il est fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues au CCAG-FCS.

22. Cession du marché

Le présent marché ne peut, en aucun cas, faire l'objet d'une cession totale ou partielle, à titre onéreux ou gracieux, sans autorisation écrite et préalable du représentant du pouvoir adjudicateur.

23. Marchés de prestations similaires

En application des dispositions des articles L.2122-1 et R.2122-7 du code de la commande publique, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de conclure un ou plusieurs marchés négociés sans publicité et sans mise en concurrence préalables (dont la durée ne peut excéder trois ans à compter de la notification du présent marché), en vue de réaliser des prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire.

24. Clause de réexamen

En application des dispositions prévues à l'article R.2194-1 et suivants du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de réexaminer les prestations du présent marché au cours de son exécution.

Des prestations pourront être ajoutées ou supprimées à l'initiative exclusive de la région académique d'Île-de-France, notamment en cas d'évènements ou de nouveaux besoins imprévus ou encore lorsqu'une académie, un service ou une direction de la région académique d'Île-de-France n'étant pas partie au marché souhaite s'y ajouter.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité, avec l'accord du titulaire, de modifier le contrat pour en prolonger la durée d'exécution lorsque c'est dûment justifié.

Ces modifications sont entérinées par la conclusion d'un avenant.

25. Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles

La suspension des prestations se déroule conformément aux dispositions de l'article 24 du CCAG-FCS.

26. Garanties

Il est fait application de l'article 33 du CCAG-FCS.

27. Résiliation

27.1 Résiliation pour motifs d'intérêt général

Lorsque le représentant du pouvoir adjudicateur résilie le marché pour motifs d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation calculée en application des dispositions de l'article 42 du CCAG-FCS.

27.2 Résiliation pour faute

En application de l'article 41 du CCAG-FCS et par dérogation à l'article 41.2 du CCAG-FCS en cas de résiliation pour faute, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché sans mise en demeure, aux frais et risques du titulaire sans indemnité.

En outre, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de prononcer la résiliation du marché pour faute, sans indemnité ni préavis en cas de non-respect répété des délais ou conditions d'exécution du contrat sans motif valable à l'appréciation de la région académique d'Île-de-France, notamment :

- en cas d'inexactitude des renseignements et documents mentionnés aux articles R2143-3 à R2143-5 du code de la commande publique, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire, et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques ;
- en cas de refus ou d'impossibilité du titulaire de se soumettre à l'injonction de maintenir un niveau égal ou supérieur de compétence en cas de changement de son personnel.

La résiliation pour faute se fait toujours aux frais et risques du titulaire.

27.3 Résiliation pour événements liés au marché

Par dérogation à l'article 40 du CCAG-FCS, en cas de résiliation pour événements liés au marché aucune indemnité ne sera versée au titulaire, ni le paiement d'aucune dépense engagée par ce dernier en vue de l'exécution des prestations qui n'auraient pas été fournies.

27.4 Résiliation de plein droit

La résiliation est de plein droit lorsque le titulaire du contrat se trouve dans l'impossibilité absolue d'en poursuivre l'exécution.

La résiliation de plein droit couvre deux situations :

- La force majeure
- La disparition du titulaire du contrat (décès, faillite ou incapacité civile)

En cas de circonstances de force majeure qui se poursuivraient pendant une durée supérieure à un mois calendaire, les parties peuvent convenir d'engager des discussions en vue de modifier les termes de leurs engagements respectifs ou de trouver des solutions alternatives.

Dans le cas où le représentant du pouvoir adjudicateur décide de résilier le marché, il se réserve la possibilité de résilier tout ou partie des bons de commande préalablement émis.

La résiliation en cas de disparition du titulaire du contrat s'exécute conformément à l'article 39 du CCAG-FCS relatif à la résiliation pour événements extérieurs au marché.

28. Exécution aux frais et risques du titulaire

L'exécution aux frais et risques du titulaire s'effectue dans les conditions prévues à l'article 45 du CCAG-FCS.

29. Différends et litiges

Règlement à l'amiable

En cas de litiges, les parties peuvent recourir à la transaction telle que définie à l'article 2044 du code civil et selon la procédure de règlement définie à l'article 46 du CCAG-FCS. L'acceptation du résultat de la transaction implique renonciation à tout recours ultérieur pour le même objet.

Toutefois, en application des articles L.2197-1, L.2197-3, R. 2197-1 et suivants, ainsi que des articles R. 2197-23 et suivants du code de la commande publique, tout litige qui s'élèverait à l'occasion de l'exécution du présent marché et en cas de désaccord après tentative de négociation, le médiateur des entreprises, le médiateur interne « Relations fournisseurs » du Ministère de l'Education Nationale, indépendant de la fonction achats ou le comité consultatif de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics compétent pourra être saisi par l'une des parties.

En conséquence, la procédure de règlement amiable constitue un préalable obligatoire à l'introduction d'une action en justice entre les parties. Toute action introduite en justice en violation de la présente clause serait déclarée irrecevable.

Règlement juridictionnel

Dans le cas de l'échec des tentatives de règlement amiable, tout litige relatif à la conclusion, l'interprétation, l'exécution ou la cessation du présent marché sera soumis au tribunal administratif de Paris.

La mention des voies et délais de recours pour l'ensemble de la procédure est précisée dans le règlement de consultation.

30. Dérogations aux documents généraux

Articles du présent CCP	Articles du CCAG-FCS auxquels ils dérogent
Article 7	Article 4.1
Article 12	Articles 14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3
Article 13	Article 3.7.2
Article 14	Article 21.4
Article 27.2	Article 41.2
Article 27.3	Article 40